

Gouvernement du Québec

## Décret 611-2004, 23 juin 2004

CONCERNANT la mise en place d'une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés sur le territoire de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (2003, c. 21), sanctionnée le 18 décembre 2003, confie à chaque agence la mission de mettre en place, sur son territoire, une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés;

ATTENDU QUE, pour accomplir sa mission et conformément à l'article 25 de cette loi, une agence doit définir et proposer au ministre de la Santé et des Services sociaux un modèle d'organisation basé sur un ou plusieurs réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont la taille peut couvrir tout ou partie du territoire de l'agence;

ATTENDU QUE chacun des réseaux locaux proposés doit être conçu de manière, notamment, à assurer à la population de son territoire l'accès à une large gamme de services de première ligne, à garantir l'accès à des services spécialisés et surspécialisés et à favoriser l'intégration des services par la mise en place de mécanismes de référence et de suivi de même que par la conclusion d'ententes entre les divers dispensateurs de services;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 26 de cette loi, chacun des réseaux locaux proposés doit comprendre une instance locale regroupant les établissements, identifiés par l'agence, qui offrent les services d'un centre local de services communautaires, d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée et, sauf exception, ceux d'un centre hospitalier;

ATTENDU QUE, aux fins de définir et proposer son modèle régional, une agence doit avoir effectué les consultations nécessaires dans sa région, notamment celles prévues à l'article 30 de la loi précitée;

ATTENDU QUE, suivant l'article 32 de cette loi, la décision du ministre d'accepter une proposition d'une agence en vertu de l'article 25 doit être approuvée, avec ou sans modification, par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière a effectué les consultations requises et, par résolution de son conseil d'administration, a adopté, le 27 avril 2004, une proposition qui prévoit la création de deux réseaux locaux de services;

ATTENDU QUE le ministre accepte cette proposition et qu'il est opportun d'approuver cette décision du ministre, sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE soit approuvée, sans modification, la décision du ministre de la Santé et des Services sociaux d'accepter la proposition de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière, laquelle proposition prévoit la création de deux réseaux locaux de services et, en regard de chacun d'eux, la désignation des établissements qui devront être fusionnés en un nouvel établissement devant agir comme instance locale de ce réseau, savoir :

### 1) Réseau local de services de Lanaudière-Nord

Instance locale: Regroupement de CLSC-CHSLD d'Autray, Carrefour de la santé et des services sociaux de Matawinie (CLSC-CHSLD), Centre local de services communautaires de Joliette, Centre hospitalier régional de Lanaudière et CLSC-CHSLD Montcalm;

### 2) Réseau local de services de Lanaudière-Sud

Instance locale: Regroupement de Centre local de services communautaires Lamater, CLSC-CHSLD-Meilleur et Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
ANDRÉ DICAIRE

42746

Gouvernement du Québec

## Décret 612-2004, 23 juin 2004

CONCERNANT la mise en place d'une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés sur le territoire de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (2003, c. 21), sanctionnée le 18 décembre 2003, confie à chaque agence la mission de mettre en place, sur son territoire, une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés;

ATTENDU QUE, pour accomplir sa mission et conformément à l'article 25 de cette loi, une agence doit définir et proposer au ministre de la Santé et des Services sociaux un modèle d'organisation basé sur un ou plusieurs réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont la taille peut couvrir tout ou partie du territoire de l'agence;

ATTENDU QUE chacun des réseaux locaux proposés doit être conçu de manière, notamment, à assurer à la population de son territoire l'accès à une large gamme de services de première ligne, à garantir l'accès à des services spécialisés et surspécialisés et à favoriser l'intégration des services par la mise en place de mécanismes de référence et de suivi de même que par la conclusion d'ententes entre les divers dispensateurs de services;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 26 de cette loi, chacun des réseaux locaux proposés doit comprendre une instance locale regroupant les établissements, identifiés par l'agence, qui offrent les services d'un centre local de services communautaires, d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée et, sauf exception, ceux d'un centre hospitalier;

ATTENDU QUE, aux fins de définir et proposer son modèle régional, une agence doit avoir effectué les consultations nécessaires dans sa région, notamment celles prévues à l'article 30 de la loi précitée;

ATTENDU QUE, suivant l'article 32 de cette loi, la décision du ministre d'accepter une proposition d'une agence en vertu de l'article 25 doit être approuvée, avec ou sans modification, par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec a effectué les consultations requises et, par résolution de son conseil d'administration, a adopté, le 28 avril 2004, une proposition qui prévoit la création de huit réseaux locaux de services;

ATTENDU QUE le ministre accepte cette proposition et qu'il est opportun d'approuver cette décision du ministre, sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE soit approuvée, sans modification, la décision du ministre de la Santé et des Services sociaux d'accepter la proposition de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, laquelle proposition

prévoit la création de huit réseaux locaux de services et, en regard de chacun d'eux, la désignation de l'établissement devant agir comme instance locale de ce réseau ou la désignation des établissements qui devront être fusionnés en un nouvel établissement à cette fin, savoir :

1) Réseau local de services de Drummond

Instance locale : Regroupement de CHSLD Coeur-du-Québec, Centre local de services communautaires Drummond et Hôpital Ste-Croix

2) Réseau local de services d'Arthabaska et de L'Érable

Instance locale : Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-Érable

3) Réseau local de services de Bécancour/Nicolet-Yamaska

Instance locale : Regroupement de Centre de santé Les Blés d'or et Centre de santé Nicolet-Yamaska

4) Réseau local de services de Maskinongé

Instance locale : Centre de santé de la MRC de Maskinongé

5) Réseau local de services de Trois-Rivières

Instance locale : Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières

6) Réseau local de services de La Vallée-de-la-Bastican

Instance locale : Centre de santé et de services sociaux de La Vallée-de-la-Bastican

7) Réseau local de services du Centre-de-la-Mauricie

Instance locale : Regroupement de Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie et Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie

8) Réseau local de services du Haut-Saint-Maurice

Instance locale : Centre de santé et de services sociaux de la Saint-Maurice

*Le greffier du Conseil exécutif,*

ANDRÉ DICAIRE

42747